

Haïti, un pays malmené

A commencer par un petit rappel d'une grande catastrophe : **Le passage de l'ouragan Matthew a accentué la déforestation du pays et gravement affecté son secteur agricole.**

Le 4 octobre 2016 au petit matin, l'ouragan Matthew, le plus puissant à toucher les Caraïbes depuis plus de 50 ans, a violemment frappé le sud-ouest d'Haïti. Des vents de 240 km/h ont fait des dégâts considérables. Ce cyclone de catégorie 4 rappelait qu'Haïti, qui ne s'est pas encore relevé du séisme de 2010, est le troisième pays au monde le plus marqué par les événements climatiques, et le premier du bassin caribéen.

Les 3 et le 4 octobre 2016, le cyclone Matthew a frappé les Départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes ... les vents et les pluies violentes ont dramatiquement affecté une région essentiellement rurale et montagneuse dans laquelle vivent près d'un million de personnes.

Et la situation politique, où en est-on ?

L'exercice des droits civils et politiques des Haïtiens est un long chemin semé d'embûches pour tous. Un chemin parsemé de violences, de fraudes, de frustrations. Depuis la Constitution de 1987, rédigée à la suite du départ de Duvalier et encore imparfaite, la mise en place d'un Etat de droit peine toujours à se concrétiser.

Le climat socio-politique, très instable, préoccupe tout le pays : des **élections parlementaires étaient attendues** depuis ... 2011 ... puis un nouveau président à fin 2015.

Un premier scrutin législatif a bien eu lieu en août 2015 : des actes de violence ont entaché la campagne électorale et par manque de campagne d'éducation civique sur les enjeux des élections législatives, le taux de participation de la population a été très faible (18 % env.). Malgré les contestations, un 2e tour, avec un scrutin présidentiel en plus, a eu lieu le 25 octobre 2016, émaillé de fraudes massives. Le Conseil électoral restant sourd aux demandes de vérification par un organisme indépendant, les manifestations de rue se multiplient depuis et jusqu'à date, avec violences.



Le 3 janvier 2017, le Conseil électoral publiait les résultats définitifs de la présidentielle du 20 novembre dernier et confirmait l'élection de Jovenel Moïse, résultat rejeté par l'opposition. Le 29 janvier se sont enfin tenues les élections locales et législatives (résultats encore en attente).

Au cours de ce cycle électoral interminable, les problèmes tant sociaux qu'économiques ont continué de s'aggraver. Vague d'insécurité, malnutrition sévère, multiplication des cas de choléra, reprise de la grève des personnels de santé des hôpitaux publics, hausse vertigineuse des prix des produits alimentaires, dépréciation continue de la gourde, conditions de vie exécrables pour les Haïtiens-Haïtiennes expulsés de la République dominicaine, etc.

Dans ce contexte de violations des droits humains, de corruption et de violences, la lutte en faveur de la vérité des urnes et l'authenticité du vote est une vraie bataille démocratique.

Les organisations de défense des droits humains ne restent pas inactives

"Vu l'ampleur et la persistance de l'impunité propagée à grande échelle depuis la dictature duvaliériste dans le corps social haïtien, il y a urgence d'une lutte citoyenne systématique contre l'impunité et contre l'extinction programmée de la mémoire collective.

C'est la principale mission du projet "Haïti lutte contre l'impunité", sur le mode d'une bibliothèque virtuelle sur Internet, en dévoilant la nature et l'ampleur du système d'impunité de fait en Haïti. Le projet vise particulièrement à offrir aux jeunes générations des documents basés sur des faits réels, des événements qui ont eu cours en Haïti et dont l'analyse éclaire sur les mécanismes et les formes d'impunité depuis l'avènement de Duvalier au pouvoir en 1957 jusqu'à maintenant.

*Le site documentaire "Haïti lutte contre l'impunité" a été créé à partir d'une idée originale du Centre œcuménique des Droits Humains (CEDH) d'Haïti. Il a été initié par le **Collectif contre l'impunité** avec l'appui de la Plate-Forme Haïti de Suisse (PFHS). Extraits de la présentation du site Haïti lutte contre l'impunité : www.Haitiluttecontre-impunité.org*

C'est dans ce cadre que l'appui d'ABCD a pris tout son sens en aidant Wichner Lubin à se former pour la maintenance et l'alimentation de ce site.

Janvier 2017

Information PFHS (Plate-Forme Haïti de Suisse)

Info@pfhs.ch